

ArcelorMittal n'a pas (encore) lâché Florange

by La Tribune - lundi, novembre 26, 2012

<http://correspondances.fr/co2-arcelormittal-na-pas-encore-lache-florange/>

Le projet Ulcos de captage et stockage de CO2 figure toujours parmi les programmes éligibles aux fonds européens. De son côté, ArcelorMittal poursuit son programme de recherches sur la réduction de CO2 à un rythme inchangé. La chute des coûts de la tonne du carbone constitue le principal obstacle à la concrétisation du projet.

L'annonce, vendredi dernier, du maintien du programme Ulcos dans la short-list des huit projets de réduction de CO2 éligibles aux aides de Bruxelles a généré un soulagement mitigé en Lorraine, où cette station de captation/stockage de CO2 apparaît comme l'ultime chance de survie des hauts-fourneaux de Florange (Moselle).

Cet optimisme mesuré du patron de la Région ne rencontre pourtant guère d'échos auprès des syndicats. Ces derniers voient dans le maintien à l'arrêt du haut-fourneau P6, qui doit servir de support à l'expérimentation, un signe de mauvais augure. Aux dires des chercheurs impliqués dans le programme Ulcos, cette mise en sommeil, même au-delà de l'hiver prochain, ne constituerait pourtant pas un obstacle rédhibitoire à la poursuite du programme de recherches. Maintenu à température par des "cowpers" (grandes tours cylindriques qui y insufflent de l'air chaud), le haut-fourneau pourrait supporter quelques saisons d'attente supplémentaires.

Le prix de l'acier, un obstacle au projet Ulcos

ArcelorMittal, qui mobilise une centaine de salariés à l'échelle européenne sur le projet depuis 2008, n'a pas ralenti ses travaux préparatoires sur le site de Florange. Une trentaine de salariés continuent d'y travailler. La phase de constitution du dossier technique, qui faisait appel à 10 salariés supplémentaires émanant du service technique, s'est achevée fin juin conformément au calendrier prévu. Le centre de recherche d'ArcelorMittal Research de Maizières-lès-Metz, qui emploie 650 chercheurs impliqués dans la recherche sur les procédés aciers, s'investit également dans Ulcos, considéré comme une chance historique de tester un mode de production d'acier deux fois moins polluant.

Le principal obstacle à la concrétisation du projet se trouve dans les mauvais calculs de Bruxelles, qui misait, lors du lancement programme européen pour le développement des technologies en 2008, sur un prix à la tonne de CO2 compris entre 30 et 50 euros - contre 8 euros la tonne aujourd'hui. L'expérimentation mosellane constituerait un coût de 700 millions d'euros, dont 240 millions apportés par l'Union européenne et 150 millions d'euros émanant de l'Etat et des collectivités locales. ArcelorMittal, qui s'apprête à réduire de 15 % les crédits affectés à la recherche sur le plan européen, ne fera certainement pas cavalier seul. L'aide de l'Union européenne, qui doit statuer définitivement en octobre prochain, paraît d'autant plus décisive.